

cœrises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 187 – VENDREDI 13 SEPTEMBRE 2013

LA CANAILLE DU FAUBOURG

50 milliards d'€ de capitaux "s'évadent" chaque année et ne sont pas imposés. Et en retour, nous payons plus sur les salaires et les retraites, sur l'emploi, sur les taxes et les impôts !

AGENDA MILITANT

→ **13-15 septembre**
[Fête de l'Humanité](#)

→ **18 septembre**
Lannion [L'enjeu du salaire](#)

→ **19 septembre**
Saint-Brieuc [L'enjeu du salaire](#)

→ **septembre-novembre**
IdF [Chili 40 ans après](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Communisme**
[Aliénation et émancipation.](#)
Entretien avec Lucien Sève

→ **Culture**
[Rythme scolaire, une réforme, peu de moyen.](#) FSGT/N. Ksiss

→ **Territoires**
[Brest, Grand Paris.](#) L. Aminot,
Fr. Asensi, P. Braouezec

→ **Monde**
[Syrie, nouveaux articles.](#)
R. Martelli, Fr. Wurtz, PCF

→ **À lire**
[Chili.](#) Franck Gaudichaud

Rentrée du Front de gauche : division ou novation ?

Vents mauvais en cette rentrée. Rien à voir avec le Mistral ou la Tramontane qui balaièrent régulièrement les côtes méditerranéennes en cette fin d'été : il s'agit du gouvernement Ayrault qui avec détermination maintient son cap. Le doigt sur la couture du pantalon, il répond favorablement à toutes les injonctions des maîtres de la finance. D'un côté, l'austérité pour les salariés et de nouvelles coupes sombres annoncées dans la dépense publique. De l'autre, la poursuite des cadeaux fiscaux aux plus fortunés et aux entreprises. Cette politique d'aggravation des inégalités conduit la France et l'Europe à la récession, et prépare une société invivable. En distillant la désespérance, ce gouvernement ne cesse de faire le lit du Front national : à jouer avec le feu, tout peut s'embraser. Mardi, près de 400 000 salariés, jeunes, retraités sont descendus dans les rues pour dire stop à la régression sociale et à la "réforme droitière des retraites". Ce premier acte de résistance est un encouragement, mais nous ne saurions en rester là. Nous sommes interpellés par les échecs des mouvements de 2003 et de 2010, et sur la capacité de la pensée alternative à nourrir les combats anticapitalistes. Ce qui suppose de ne pas nous laisser entraîner sur le terrain qu'a choisi la bourgeoisie, celui du coût. La retraite est d'abord une question de choix de société. Quel est l'avenir d'une société qui ne garantit pas à chacun quel que soit son âge les moyens de vivre dignement et de participer pleinement à la vie sociale ? Il s'agit de mener un combat idéologique de haut niveau.

Le défi que doit relever le Front de gauche en cette rentrée ne consiste pas à mettre en scène une compétition vaine entre ses composantes, mais à permettre le débat et l'action sur la contre-offensive populaire à construire. Il n'a pas vocation à devenir une nouvelle extrême gauche isolée, pas plus qu'il ne doit être un aiguillon du Parti socialiste, et ce quel que soit l'agenda électoral. Il doit faire vivre son ambition majeure : celle de contribuer à un rassemblement populaire de caractère majoritaire ancré résolument à gauche. Pour cela, deux questions lui sont posées : celle de créer les conditions concrètes d'un travail ouvert à tous, mené en commun, et celle de la créativité politique. Le temps presse : celles et ceux qui souffrent et qui luttent en ont tant besoin.

● **Bernard Calabuig**



Décentralisation, acte III, scène 1 : métropoles pour le peuple ?

L'urbanisation croissante des territoires est un fait, avec le développement de méga-métropoles. Mais la façon de faire ville n'est pas neutre. À partir du projet de loi "d'affirmation des métropoles" tel qu'y est dessiné leur développement, Julien Dioudonnat en questionne les enjeux.



"No man' land" , Marie-Hélène Le Ny.

« *Tout à portée de mains, rien entre les mains,
Paris nous nourrit, paris nous affame,
paris nous tient.
Et si tes neurones peuvent suivre, bienvenue dans ce monde ivre.* »

Dans son morceau *Paris nous nourrit, Paris nous affame*, le groupe de RAP La Rumeur fait claquer les mots. Paris, sa banlieue, ses tensions sociales, « *son arthrose et ses névroses* », sont saisis avec précision (1).

Un processus mondial

Les trois quarts de la population française vivent désormais en zone urbaine. Un phénomène croissant partout sur la planète. Plus récent, le phénomène métropolitain n'en paraît pas moins irréversible. De Tokyo à Bogota, de New-York

au Caire, de Paris à Shanghai, de Mexico à Berlin, de Londres à Chicago... Prendre en compte ce phénomène des méga-villes, loger, transporter et nourrir des millions de personnes sur un même espace fait consensus. Néanmoins, la façon de faire ville et de faire métropole n'est pas neutre. Métissage des populations, droit à la ville et lieux communs ou privatisation des espaces et prolifération des caméras de surveillance ? Un constat sévère s'impose : pas une métropole au monde ne s'est encore développée sans exclure les plus précaires à ses marges. La région parisienne en est une frappante illustration. Région la plus riche d'Europe, c'est aussi la plus inégalitaire. Toujours plus énergivores, pas une de ces métropoles n'a su répondre aux défis écologiques.

Ces défis, un gouvernement de gauche, en rupture avec le quinquennat précédent, aurait pu les soumettre à la discussion. Il aurait pu faire de son projet de loi dit de "modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles", un grand débat sur la ville de demain, associant population et élus (2). Pour l'heure, la tentation du coup tactique a pris le dessus, dans une bouillie politicienne incompréhensible pour la plupart des citoyens.

« Putsch parlementaire »

C'est ainsi que, fièrement, le député PS de Paris, Jean-Marie Le Guen, a lui-même qualifié le vote du projet de loi auquel il a pris part. Adopté le 23 juillet en première lecture à l'Assemblée nationale par les députés PS et EELV, ce texte prévoit la création de la métropole ●●●

(1) Voir la vidéo : <http://www.youtube.com/watch?v=4tkDXc0gCTo>

(2) Texte du projet : <http://www.senat.fr/dossier-legislatif/pjl12-495.html>

●●● du Grand Paris au 1^{er} janvier 2016, ainsi que celles de Lyon, Aix-Marseille-Provence et dix autres métropoles sur le territoire national.

Cette loi est vivement contestée, tant sur la forme que sur le fond. Initialement débattu au Sénat, le projet initial prévoyait d'achever la carte intercommunale sur l'ensemble du territoire francilien et de construire la métropole à partir de Paris et des communautés d'agglomérations ainsi créées. Ce point cristallise les débats et une opposition majoritaire se dégage autour des sénateurs communistes et de droite sur des amendements visant à supprimer l'obligation de créer ces intercommunalités. Et donc les articles prévoyant la création de la métropole du Grand Paris sont eux-aussi supprimés.

Malgré l'achèvement au forceps de la carte intercommunale, le texte d'origine ouvrait la possibilité de développer la métropole parisienne à partir des bassins de vie de ses habitants et des dynamiques locales que sont, ou peuvent devenir, les communautés d'agglomérations. Un scénario qui entrerait en résonance avec la position défendue par Patrick Braouezec, président (FASE-Front de gauche) de la communauté d'agglomération de Plaine Commune (93), par ailleurs citée en exemple unanimement, y compris par ses opposants : « *la dynamique était là pour faire émerger une métropole polycentrique en rupture avec "l'effet frontière" et le développement concentrique, s'appuyant sur la coopération*

entre intercommunalités, les départements, la région, où chacun est comptable, en son sein et pour le tout, de la métropole solidaire et attractive » (3).

Las, les députés ont pour tâche de sortir le projet de loin amputé de son volet Grand Paris, de l'impasse dans lequel il se trouve.

Un constat sévère s'impose : pas une métropole au monde ne s'est encore développée sans exclure les plus précaires à ses marges (...), pas une de ces métropoles n'a su répondre aux défis écologiques.

Recentralisation brutale et autoritaire

C'est ce moment que choisissent 41 parlementaires socialistes pour organiser le fameux "putsch parlementaire", emmenés par le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone (qui organise sa candidature pour Matignon), la candidate PS à la mairie de Paris, Anne Hidalgo, et le président PS de la région Île-de-France, Jean-Paul Huchon.

Dans une lettre adressée à Jean-Marc Ayrault et rendue publique avant l'ouverture des débats à l'Assemblée, ils appellent

à l'institution de la métropole du Grand Paris sur des bases totalement opposées au texte d'origine. Le gouvernement, donnant l'impression de naviguer à vue, va dans leur sens. Pire, la précipitation de la discussion s'apparente à une véritable confiscation du débat : publication dans la presse de la lettre des 41 parlementaires PS le 1^{er} juillet, vote d'un amendement gouvernemental en ce sens par la commission des lois de l'Assemblée le 3 juillet, débat en séance publique à partir du 16 et vote du projet de loi le 23 juillet !

La loi ne prévoit pourtant rien moins que la disparition des communautés d'agglomération et l'adhésion obligatoire à la métropole de toutes les villes de la petite couronne. Des municipalités qui se voient privées des compétences les plus structurantes, transférées à la métropole !

À l'image d'un très grand nombre d'élus locaux de tous bords et de leur syndicat Paris Métropole, pour François Asensi, député FASE-Front de gauche de Seine-Saint-Denis et maire de Tremblay-en-France, la méthode n'est pas acceptable : « *Il n'est pas possible, dans notre pays, dans notre démocratie, d'engager un tel big bang institutionnel pour la région Île-de-France en introduisant subitement un amendement gouvernemental à mille lieues de l'intention initiale que le gouvernement défendait au Sénat dans son projet initial. Aucune consultation n'a eu lieu sur cet amendement. Nous avons été tout simplement baladés.* » (4) ●●●

(3) Tribune sur Médiapart, 5/8/2013 : <http://blogs.mediapart.fr/edition/espaces-et-territoires/article/050813/la-metropole-du-grand-paris-un-choix-qui-casse-une-dynamique-urbaine>

(4) In lagazettedescommunes.com. Voir également la rubrique "Les territoires" sur www.comunistesunitaires.net

●●● Acte III de la décentralisation ou acte I de la recentralisation ?

Ce qu'il reste de pouvoirs aux maires (urbanisme, logement, aménagement, développement économique...) est donc transféré à une seule et immense métropole coupée des réalités locales.

Ce qu'il reste de pouvoirs aux maires est transféré à une seule et immense métropole coupée des réalités locales.

Le président actuel du syndicat Paris Métropole, Philippe Laurent (maire UDI de Sceaux), et son prédécesseur Patrick Braouezec se sont exprimés ensemble pour tenter de réorienter le projet de loi dans le sens de la coopération intercommunale comme base d'une métropole inclusive, promue par les 207 collectivités du syndicat.

Ce projet « *dépossède les maires de tout ce qui est stratégique... c'est la banlieue populaire, ses conquêtes pour le droit à la ville que l'on veut étouffer pour faire taire sa revendication à une métropole solidaire où chacun a droit à la centralité* » (5). Et à la place des intercommunalités sont créés des conseils de territoires réduits une simple subdivision administrative.

C'est une reprise en main par l'État de la région-capitale qui éloigne encore les citoyens des décisions et crée un nouveau "dedans" et un nouveau "dehors". Que deviendront les communes populaires de la grande couronne (77, 95, 91, 78) ? De nouveaux territoires de relégation ?

Quelle garantie pour que cette annexion de la banlieue par Paris ne se traduise pas par une pression foncière accrue en petite couronne accentuant la flambée des prix ? Le potentiel foncier en banlieue n'attise-t-il pas suffisamment la convoitise des banquiers qui se cachent derrière le masque des promoteurs immobiliers ? Crise du logement, loyers exorbitants, inégalités sociales, écologie, transition énergétique... le projet de loi ne répond à aucun défi majeur de notre temps.

Qui gouverne le pays ?

Le plus grave pour la démocratie est que cette question ne se pose même plus en France. Le Président

de la République est complètement inféodé à la Commission européenne qui, en toute illégitimité démocratique, impose l'austérité sur tout le continent. Celui qui jurait qu'il renégocierait les traités est finalement devenu le « *premier* » ●●●



©stephanekirkland.com

Le projet de loi voté à l'Assemblée nationale pour Paris et sa région

Création au 1/01/2016 d'un EPCI (Établissement Public de Coopération Intercommunale) à fiscalité propre : la Métropole du Grand Paris.

Paris et les 124 communes des départements 92-93-94, les communes des autres départements de la région d'Île-de-France appartenant au 31 décembre 2014 à un EPCI comprenant au moins une commune du 92, du 93 ou du 94. Les intercommunalités sont donc supprimées en petite couronne. La Métropole est aussi ouverte aux EPCI de grande couronne dont au moins une commune est située dans l'unité urbaine de Paris et contiguë à une commune de la métropole.

Les EPCI existantes ou à venir seront transformées en "Territoires" de plus de 300 000 habitants gouvernés par des Conseils de territoire. Ces derniers n'auront de compétences que celles que voudra bien leur déléguer la métropole. Dans la même veine, ces Territoires n'ont aucune autre ressource financière que celle que leur octroiera la Métropole. Les compétences logement, aménagement et environnement ne pourront pas être déléguées par la Métropole qui élaborera son plan métropolitain de l'habitat et de l'hébergement.

La Métropole sera gouvernée par un conseil comprenant : un conseiller par commune + un conseiller supplémentaire par commune et tranche de 30 000 habitants. Quant à la ville de Paris, elle désignera un quart des conseillers métropolitains. Une assemblée des maires sera simplement consultée une fois par an. Les conseils de territoire sont composés des conseillers de la métropole ainsi que, pour chaque commune du territoire, d'autant de conseillers supplémentaires qu'elle désigne de conseillers métropolitains.

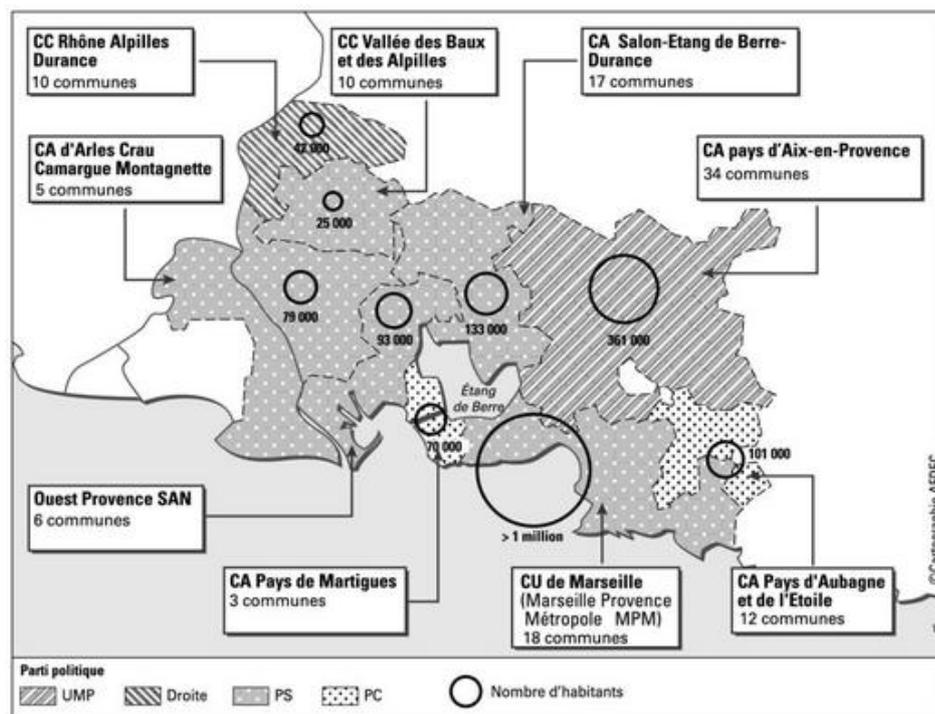
(5) Patrick Braouezec, communiqué du 4/07/2013

●●● élève de la classe », comme il le revendique lui même. Qu'on en juge. Dans ses recommandations à la France en mai dernier, la Commission exhortait « à prendre, dans le cadre de la prochaine loi de décentralisation, des mesures destinées à améliorer les synergies et les économies entre les différents niveaux de l'administration, central, régional et local » (6). Dans son document complémentaire, la Commission précisait : « L'augmentation des dépenses des collectivités locales est incontestablement liée à la décentralisation, mais aussi aux mesures discrétionnaires prises à l'échelle locale. » (7) Dans leur langue, démocratie se dit donc "mesures discrétionnaires" ! Et François Hollande, pas

**Crise du logement,
loyers exorbitants,
inégalités sociales,
écologie, transition
énergétique...
le projet de loi
ne répond à aucun défi
majeur de notre temps.**

choqué, s'exécute avec zèle, il accepte de vider de sa substance l'échelon local le plus proche des citoyens : les municipalités et leurs regroupements.

On peut y voir la cohérence politique de la bourgeoisie : du Pacte transatlantique à l'Europe des régions pilotées par des métropoles, il faut contourner toute législation du travail par nature "contraignante" pour le capital, abattre toutes les normes sociales et environnementales qui seraient un frein au profit. La mise en concurrence des régions entre elles,



y compris au sein d'une même nation, et y compris en termes de droit social (prochaine étape ?), la compétitivité, la baisse des dépenses publiques... bref le remodelage capitaliste et autoritaire des territoires : voilà le fil conducteur du premier des trois projets de loi de l'Acte III de la décentralisation.

**L'alter Métropole :
vive la complexité !**

Il faut battre en brèche la sottise rabâchée par les éditorialistes de la "bonne presse", les présentateurs de JT et autres commis de la classe dominante : non il n'y a pas, en France, de mille-feuille avec lequel il faudrait en finir ! C'est une chance démocratique quasiment unique au monde pour notre pays de disposer de 36 000 communes, de ses départements, de ses régions variées. Et voilà que sous le prétexte fallacieux de simplicité, c'est l'échelon aujourd'hui le plus dynamique du dispositif institutionnel, l'intercommunalité, qui est rayé de la carte.

Trop complexe le mille-feuille ? Trop coûteux ? Et si c'était l'inverse ? Qu'est-ce qu'une métropole sinon une chose complexe ? Qu'est-ce qu'une métropole sinon des histoires et des cultures différentes qui se mélangent, ●●●

Aix-Marseille-Provence

Le projet de loi instaure la fusion forcée de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, les communautés d'agglomération du Pays d'Aix-en-Provence, de Salon-Étang de Berre-Durance, du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, du Pays de Martigues, et du syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence. Soit un ensemble de 1,6 millions d'habitants.

Les compétences s'organisent de la même façon que pour la métropole parisienne, les 6 intercommunalités existantes devenant de simples conseils de territoire dépendant de la métropole, et les municipalités perdant le peu de pouvoir qui leur reste.

Il est prévu de faire fi des débats démocratiques et d'imposer par la force ce projet aux habitants et à leurs élus puisque cinq des six agglomérations concernées se sont prononcées contre, et 109 maires des Bouches-du-Rhône sur 119 y sont hostiles.

(6) http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/nd/csr2013_france_fr.pdf

(7) http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/nd/swd2013_france_fr.pdf

●●● des parcours qui s'entremêlent, des territoires qui s'imbriquent, des millions de vies qui se côtoient... ? Sinon ce puzzle aux milles pièces bien distinctes mais qui, assemblées, prennent sens ? La Courneuve, Paris, Neuilly, les campements en bordure d'autoroute et les belles demeures du Raincy... Si lointains et si proches.

Faut-il réduire cette chose complexe à une structure métropolitaine tombée du ciel et plaquée sur tout et sur tous uniformément, ou plutôt la considérer telle qu'elle est ? D'autant plus que la région parisienne, de par son histoire, sa structure économique et sociale et sa très grande diversité de population est d'une grande complexité qui se reflète dans la diversité des options politiques. De sa banlieue populaire où vivent les populations les plus fragilisées par le capitalisme, à sa banlieue huppée où demeurent les couches les plus aisées, ce sont toutes les sensibilités politiques de la gauche et de la droite qui devront cohabiter au sein d'une institution métropolitaine. C'est pourquoi personne n'imposera rien à qui que ce soit. Sauf à faire le choix du chaos, du désarroi,



de la résignation et d'aggraver encore le divorce entre les citoyens et la politique instituée. Le gouvernement aurait tort de persister dans cette voie.

Sous la houlette des 207 collectivités (de droite et de gauche) qui le constituent, le syndicat Paris Métropole a montré la voie du respect de cette diversité. Sauf à persister dans le passage en force, il n'y a pas d'autre choix que de revenir aux 14 principes qu'il prône (8).

Une République sociale, multiculturelle et décentralisée

La métropole doit se faire pour ceux qui la vivent (habitants, salariés, étudiants...). Les enjeux sont connus. Les logements sont trop chers et la spéculation foncière s'étend. À ce rythme, les habitants de la petite couronne subiront à grande échelle ce que les couches populaires ont déjà subi à Paris : l'éloignement toujours plus loin en périphérie. Et aucun des défis consistant à améliorer la vie quotidienne ne sera relevé, au contraire : les heures passées dans des transports dont les prix sont renchérissés par les coûts de l'énergie, les émissions de CO2 qu'il faudrait impérativement réduire et notre rapport à la nature qu'il faudrait réinventer, les constructions de logements à prix modérés qu'il serait nécessaire d'amplifier partout, l'implication citoyenne dans les processus de décision...

Plutôt qu'une métropole concentrique et intégrée favorisant les desseins des profiteurs, l'alternative réside dans une métropole multipolaire ou polycentrique. Une métropole qui se construirait de bas en haut, le sommet de la pyramide étant le lieu de coordination des projets métropolitains sur le modèle ●●●

Lyon

La métropole lyonnaise, dans le projet de loi, est constituée de l'actuelle communauté urbaine de Lyon et en lieu et place du département dont elle exercera les missions.

Si la métropole de Lyon est plus consensuelle puisque partant d'un territoire déjà constitué (la COURLY), elle n'inquiète pas moins les populations et un certain nombre d'élus à commencer par le maire PS de Villeurbanne qui a pointé la tutelle que va exercer la métropole sur les communes.

En outre, puisque le département va être comme scindé en deux (le Rhône "intra métropole" et le Rhône "extra métropole"), se pose la question d'un développement à plusieurs vitesses des territoires et des inégalités inéluctables qu'il va renforcer et engendrer.

(8) <http://www.parismetropole.fr/ressources/actualites/actualites-de-pm/article/projet-de-loi-de-modernisation-de-l-action-publique-territoriale-et-d-affirmation-des>

●●● d'une confédération. Le tout premier des quatorze principes de Paris Métropole ne dit pas autre chose : « *L'établissement public métropolitain Grand Paris Métropole est le lieu de coopération, de coordination, de mutualisation ou de délégation, pour l'émergence ou le portage des actions et des projets conduits ou proposés par ses membres, avec un partage de responsabilité précis et bien identifié des citoyens. La métropole fonctionne selon un mode coopératif* ». Concrètement, cela implique plus de pouvoir aux municipalités et aux communautés d'agglomération. L'inverse de ce qui est imposé aujourd'hui.

Une métropole polycentrique doit s'appuyer sur ses bassins de vie. Les études montrent leur existence. « *Les franciliens se déplacent majoritairement dans leurs bassins de vie* » explique Christian Devilliers dans sa lettre à Jean-Marc Ayrault, écrite au nom des Urbanistes Associés le 15/07/2013. Pourtant, précise-t-il, « *notre métropole hyper centralisée ne reconnaît pas cette importance du local. C'est flagrant en matière de transport* ». La métropole devrait être composée d'autant de « centres » que de bassin de vie. C'est le droit à chacun d'être « au centre » de la ville qui doit guider la réalisation d'une métropole. Voilà une ambition révolutionnaire dans un monde plus urbain qu'il ne l'a jamais été et où aucune métropole au monde n'a su, jusqu'à présent, se construire sans exclure les couches populaires.

La ville et la métropole : un théâtre de la lutte des classes

Le droit à la ville est une revendication sous-jacente à de nombreuses luttes et expériences alternatives. Le géographe marxiste David Harvey en propose une définition aux antipodes du « droit

à la propriété » dès l'introduction de son ouvrage *Le capitalisme contre le droit à la ville* (9) : « *C'est un droit plus collectif qu'individuel, puisque, pour changer la ville, il faut nécessairement exercer un pouvoir collectif sur les processus d'urbanisation. La liberté de nous faire et de nous refaire en façonnant nos villes est à mon sens l'un de nos droits humains les plus précieux mais aussi les plus négligés* ».

Plutôt qu'une métropole concentrique et intégrée favorisant les desseins des profiteurs, l'alternative réside dans une métropole multipolaire ou polycentrique.

« Droit collectif, pouvoir, liberté ». Qui les détient ? David Harvey propose une réponse en s'attachant à démontrer que les villes, lieux « *d'immense concentration de richesses, de privilèges et de consommation (...) se sont bâties grâce aux concentrations géographiques et sociales de surproduit. L'urbanisation a donc toujours été en un sens un phénomène de classe* » puisque l'utilisation de la plus-value « *est généralement sous le contrôle d'un petit nombre d'acteurs* ». La lutte de classes ayant jalonné la construction de Paris au XIX^e siècle avec la Monarchie de Juillet, la Révolution de 1848, la répression politique de Napoléon III, la reconfiguration de la capitale par Haussman puis la Commune de 1871, illustre parfaitement les changements radicaux des modes de vie

ouvriers. Plus récemment, la crise des *subprimes* comme mode de financement de l'urbanisation à la mode étatsunienne le démontre également.

Dans le monde entier, les métropoles sont de plus en plus un enjeu de pouvoir entre dominants et dominés. Les grandes villes asiatiques, en particulier chinoises, l'expriment de façon récurrente. En Europe et en Amérique du Nord des émeutes éclatent régulièrement. On retient les plus médiatiques qui surviennent souvent après l'assassinat d'un jeune de la classe ouvrière par les forces de l'ordre capitaliste : émeutes de Los Angeles en 1992, celles qui ont embrasé les banlieues françaises en 2005, ou encore celles des quartiers populaires anglais en 2011...

Dans la dernière période, d'autres formes de soulèvements liés au droit à la ville ont émergé. Ce fut la grande révolte de Taksim en Turquie qui a pris naissance contre un projet urbanistique à Istanbul. Ou les immenses révoltes brésiliennes qui sont nées en opposition à la hausse des prix des transports à São Paulo et aux sommes colossales investies dans les stades qui accueilleront la Coupe du monde en 2014 dans les centres-villes.

Que manque-t-il à ces mouvements pour dépasser le stade de la protestation ? Nul doute que la réponse se trouve dans ce qui s'appelle « communisme ». Résumons-le en une phrase : la ville ne doit pas se réduire à une marchandise destinée à ceux qui en ont les moyens.



● Julien Dioudonnat

Guerre ou paix ?

Le gouvernement n'hésite pas

Le Parti socialiste va si vite à chausser ses *battle-dress*, à passer d'une guerre à l'autre que le temps manque pour faire les bilans. Que la Syrie accepte la proposition russe retenue par Obama nous laisse une fenêtre d'opportunité pour revenir sur le précédent «épisode casque lourd» du Président Hollande.

C'était le 10 janvier 2013, l'opération Serval devait rétablir la démocratie et lutter contre la barbarie djihadiste, ce serait une guerre éclair, et propre, tout le savoir-faire guerrier des socialistes au pouvoir.

De fait, le 3 février, François Hollande exulte à Bamako : « *la journée la plus importante de ma vie politique* ». Cinq mois passent, et, le 14 juillet, le soldat Jean-Yves Le Drian d'affirmer sur RFI : « *Je suis très fier que les forces maliennes soient en tête du défilé* ». À l'issue du moment électoral, Laurent Fabius considère que la France a donné un coup de pouce à l'entrée des Africains dans l'histoire. Ne déclare-t-il pas : « *L'élection, probablement, n'a pas été parfaite mais c'est la meilleure qui ait eu lieu depuis l'indépendance* »... Il ajoute, selon *Libération* du 29 juillet : « *Le Mali a sans doute plus avancé en sept mois qu'en plusieurs années.* » Avis éclairé, la France a soutenu tous les gouvernements maliens précédents.

De rares médias questionneront la pertinence de l'engagement français. Les guerres propres sont dorénavant les guerres médiatiquement maîtrisées. Celle-ci est sans cadavres, sans blessés, tout juste entraperçoit-on des cercueils de soldats français.

De grands silences ont enveloppé cette guerre, étouffant des réalités qui démentent la belle générosité de F. Hollande déclarant que la France « *ne défend aucun calcul économique ou politique* ». À voir ...

Au Mali, Orange dispose de 60 % du marché des communications téléphoniques. Bramali, filiale du français

Castel, monopolise les boissons gazeuses. Les billets de francs CFA sont imprimés à Chamalières. La société Morpho fabrique les cartes d'électeurs. C'est aussi la française Albatros-Technologie qui a emporté le marché de 3,5 milliards de francs CFA pour valoriser les données de l'état civil - données restées néanmoins lacunaires. Egis, filiale à 75 % de la Caisse des Dépôts, a empoché pour 30 ans la concession de l'aéroport Bamako-Senou. Les indiscretions sont rares, on sait simplement que des négociations en cours concernent EADS, fournisseur d'avions et hélicoptères, Sécurocom, spécialiste de la sécurité aéroportuaire des personnes, des biens et des technologies et aussi EHC, LLC, gros calibre de l'assistance et du support en environnement hostile. Voilà le nouveau gouvernement Malien équipé ...



Et Areva ? Tous les observateurs sérieux ont relevé que Serval s'amorce quand gronde entre Areva et ses concurrents une bataille d'ampleur visant gaz et pétrole du bassin de Taoudeni dans le Sahel malien. Areva est par ailleurs engagé dans un bras de fer contre la population de Faléa, petite bourgade de 21 villages de 17 000 habitants à 350 km de Bamako, près des frontières sénégalaise et guinéenne. Les gens de Falea se battent contre le projet de mine à ciel ouvert. Paris valut bien une messe, l'uranium malien vaut bien la démocratie en treillis.

Enfin, en juillet dernier, le Parlement tirait un bilan favorable de Serval, comme si l'opération était achevée, elle se poursuit pourtant dans un silence médiatique plus épais encore.



● Catherine Destom-Bottin

Merci à l'association Survie et son journal *Billets d'Afrique*, mine d'informations.

Austérité généralisée, crise économique, climat d'impuissance collective... où l'Union européenne emmène-t-elle les peuples qui la composent ? Une révolution démocratique et une nouvelle espérance commune sont à l'ordre du jour en Europe. Parce que des colibris peuvent faire le printemps, *Cerises* s'envolera tous les quinze jours dans un pays européen. Aujourd'hui : l'Allemagne.

Frau Europa



Avec ses 80 millions d'habitants et après avoir passé la rampe de la réunification de la RFA et de la RDA, l'Allemagne n'a jamais semblé aussi hégémonique en Europe, tirant sa force politique de sa puissance économique et de sa faiblesse sociale, quand d'autres croient la maintenir en faisant la guerre. Au fil du temps, le renforcement des liens européens dans lequel Berlin a mis son empreinte a été un tremplin pour l'économie allemande : fédéralisme, principe de subsidiarité, monnaie unique inspirée du mark, règles proches du système politique allemand. Pendant des décennies, les modèles allemand et européen étaient au diapason. Allemagne "chef de file" de l'Europe, serinent donc les observateurs avisés. De là à dire que le *leadership* fait le bonheur de tous au pays du capitalisme rhélan...

Il y a quelques mois, le journaliste d'investigation Günter Wallraff, auteur du livre *Tête de turc*, a présenté une nouvelle émission, *Team Wallraff*, sur la chaîne allemande RTL. Il y dénonçait les grandes chaînes d'hôtels qui emploient des femmes de chambre intérimaires pour 3 €/h. Dans son pays, le salaire minimum n'existe pas, l'espérance de vie des ouvriers a baissé de 2 ans entre 2000 et 2010, 8 millions de personnes travaillent pour moins de 9,5 €/h. Ici les médecins ne prescrivent plus de médicaments non remboursés lorsque leur quota est épuisé. Pourtant les Allemands s'appêtent à réélire Angela Merkel.



Les "Conti" allemands et français manifestent ensemble à Hannover et Paris

Sujet aussi débattu sur la rive droite du Rhin : l'euro, promu en son temps par les sociaux-démocrates (SPD) et les conservateurs (CDU/CSU). Récemment, un parti anti-euro, Alternative pour l'Allemagne, est né. *Die Linke* (cf. encadré), s'est déclaré de son côté, et après discussions, défavorable à une sortie de l'Allemagne de la zone euro, malgré la plaidoirie en ce sens d'Oskar Lafontaine, ancien ministre et ex-responsable du SPD. « Une sortie de l'euro provoquerait une hausse de la future monnaie allemande de 30 à 40 %, ce qui ne serait pas dans l'intérêt des travailleurs », a expliqué Bernd Riexinger, ancien syndicaliste du Bad-Wurtemberg, devenu l'un des codirigeants du parti.

Même si les Allemands ont eu du mal à abandonner un mark auquel ils tenaient, la monnaie unique leur a conféré un avantage décisif à l'exportation, en leur évitant le risque d'une réévaluation de leur monnaie nationale. Les gouvernements fédéraux successifs ont stimulé les exportations au sein de la zone euro. Celles-ci sont passées de 19 % à 25 % du PIB entre 2000 et 2008, grâce à des pressions importantes sur le travail et les salaires. La vague d'élargissement à l'Est a donné un nouveau coup d'accélérateur. En 2008, le "champion du monde des exportations" affichait un excédent de 200 milliards €.

Comme le souligne Joachim Bischoff, économiste et élu au *Bürgerschaft* ●●●



Allemagne – résultats des élections européennes – 2009

Taux d'abstention : 66,7 %

| PPE Parti populaire européen (droite) | S & D Socialistes et Démocrates | ADLE Démocrates et Libéraux | Verts | GUE/NGL Gauche unitaire européenne Gauche verte nordique |
|---|---------------------------------------|-----------------------------------|----------------------|--|
| CDU 30,7 % CSU 7,2 % | SPD 20,8 % | FDP 11 % | Die Grünen 12,1 % | Die Linke 7,5 % |

(conseil fédéral et municipal) de Hambourg et Richard Detje, de l'association scientifique d'analyse du capitalisme et de la politique sociale *Wissenstransfer*, « En Allemagne, au cours de la première décennie suivant l'introduction de l'euro, il y a eu une dévaluation interne massive. Alors que dans les différents pays européens, les salaires progressaient à des vitesses différentes, ils régressaient en Allemagne. La cause déterminante de cette évolution a été une politique d'expansion accélérée des bas salaires et du travail précaire ».

Les pays voisins, *a contrario*, ont souvent délaissé l'industrie pour les services (quand l'Allemagne les couplait), et

ne pouvaient plus dévaluer leur propre monnaie. Ils ont compensé en interne par des baisses de salaires, au nom du "coût du travail" trop élevé. Des mouvements sociaux ont résisté à cette pression. Des États ont recouru à l'endettement public pour aussi maintenir la "paix sociale", faisant ainsi le bonheur des grandes banques, jusqu'à la crise financière. On comprend mieux que l'Allemagne ait choisi d'aider la Grèce (tout en la saignant), afin de préserver d'abord ses intérêts et la stabilité de l'euro. Les banques allemandes auraient été les premières victimes de la faillite de l'État grec, à qui elles ont prêté près de 400 milliards €. Dans le système actuel, les dirigeants n'auraient pas manqué de présenter la note aux contribuables allemands.

Le pays de Goethe a aussi des soucis. Les Allemands placent toujours le chômage en 1^{ère} place (1) de leurs préoccupations, devant l'inflation et le pouvoir d'achat, malgré un taux de chômage relativement faible de 5,3 % (mai 2013) (2). La démographie ? Avec une natalité qui s'est effondrée depuis 30 ans, le pays n'a pas la relève de jeunes ingénieur-e-s et technicien-ne-s. Le travail féminin ? Un retard considérable. La transition énergétique ? Berlin ferme des centrales nucléaires mais rouvre ses centrales thermiques à charbon, fortement émettrices de CO₂. Sans compter que « l'Allemagne devrait se préparer à dire au revoir à son enfant chéri : la voiture à essence », comme l'écrit Uwe Jean Heuser, dans son livre *Was aus Deutschland werden soll* (3).

(1) Pour 32 % d'entre eux (en 2010 ce score était 66 % ; en 2006 de 80 %.)

(2) Ce chiffre est partiellement en trompe-l'œil. Par ailleurs : taux de chômage des jeunes Allemands : 8 % (Espagne : 50 % ; Grèce : 64 %).

(3) Ce que l'Allemagne va devenir.

Quant à l'Europe, « *L'engagement européen de l'Allemagne a toujours été défini par de grands projets : le marché unique, l'élargissement, la monnaie unique, la constitution européenne. Aujourd'hui, il n'a plus ce genre d'objectif à la fois symbolique et fédérateur* », analyse Rainder Steenblock, ancien spécialiste européen des Verts. Un dispositif qui a servi les intérêts des dirigeants allemands - l'indépendance de la BCE -, commence lui aussi à perdre du terrain.

Les forces politiques dominantes en Allemagne sont aujourd'hui sur la sellette. Elles ne savent pas quelle voie choisir face au futur mode de développement économique du pays et aux grands défis européens. Une Europe moins allemande s'avèrera-t-elle plus avantageuse pour l'Allemagne ? Telle est l'une de leurs questions. Quelques-uns proposent, pour relancer l'emploi en Europe, des coopérations entre PME allemandes et françaises (énergies nouvelles, biotechnologies), entre pôles de "compétitivité" (ou *clusters*) français, allemands, italiens, entre banques allemandes et espagnoles... Mais ils n'osent remettre en cause ni la concurrence et les logiques d'affrontement qu'ils promeuvent depuis des lustres dans l'économie et qui tuent les coopérations, ni l'alignement par le bas des modèles sociaux.

Dans son pays de naissance, notre ami Karl Marx aurait de quoi se gratter la tête à l'endroit des pensées. On y parle plus du travail que du capital. Et plus de l'euro que des marchés financiers. En 2013, peut-être faudrait-il réécrire *l'Idéologie allemande* de 1848 ?

● Philippe Stierlin



DIE LINKE.

Parti de la gauche radicale et crédité de 10 %, *Die Linke* est né de la fusion en 2007 du PDS (Parti du socialisme démocratique de l'ex-RDA) et de la WASG (syndicalistes, associatifs, gauche du SPD). Il milite notamment pour :

- un salaire minimum de 10 €/h (le SPD, les Verts et des syndicats préconisant 8,5 €),
- un minimum retraite de 1 050 € nets/mois,
- un retour de la retraite à 65 ans (67 actuellement),
- l'interdiction des exportations d'armes,
- la non-intervention de la *Bundeswehr* à l'étranger.

Die Linke se prononçait jusque récemment (programme d'Erfurt – 2011) pour la nationalisation du système bancaire.

La Commune n'est pas morte !



28 septembre,
14h30-20h
Place de la Commune
75013 Paris

De la Commune, il reste souvent le souvenir d'une capitale insurgée, d'une ville couverte de barricades et d'une guerre civile qui s'achève par la tragédie de la semaine sanglante, aux lueurs des incendies et aux bruits des fusillades accompagnant une répression massive. Pourtant, une œuvre sociale d'avant-garde est née pendant cette période, une période bien courte de 72 jours : 72 jours pour des mesures très importantes sur le chômage, sur l'autogestion ouvrière, sur l'école, sur la place des femmes dans la société, sur la justice, sur la démocratie populaire active.

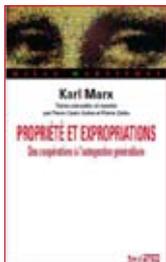
Au moment où la crise sociale exige une résistance de grande ampleur, où notre système de retraite risque d'être remis de nouveau en cause, où notre pouvoir d'achat est au plus mal, où des patrons voyous, sans scrupules, mettent la clef sous la porte de leur entreprise et délocalisent pour toujours plus de profits au détriment des travailleurs, il importe plus que jamais de manifester notre attachement à l'œuvre démocratique de la Commune. Plus sur www.commune1871.org/?28-septembre-2013-Paris-13e-Fete

● Gilles Boitte



Marx est mort ? Mon œil !

On connaît cette phrase illustrée d'un Marx rigolard, qu'on peut retrouver à la une de www.cerisesenligne.fr. Pierre Cours-Salies et Pierre Zarka



entendent aussi le démontrer, textes de Marx à l'appui sur la question de la propriété : « Marx, au sujet de certaines expérimentations du mouvement ouvrier de son époque soulignait l'actualité de la coopération, à l'opposé de la mise en concurrence par le libéralisme économique. Le communisme, projeté par Marx, va-t-il renaître des soubresauts de la mondialisation ? Ce livre répond par l'affirmative. »

Plus sur www.comunistesunitaires.net, rubrique "À voir, à lire", et bientôt dans Cerises.

À la Fête de l'Humanité, entre autres ici :

FÊTE DE L'HUMANITÉ
Stand **Fase, Communistes unitaires, Gauche anticapitaliste, Les Alternatifs, Convergences et Alternative**

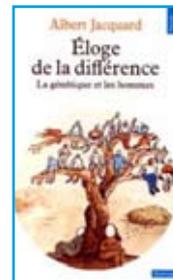
Avenue Rosa Parks



Albert Jacquard, décédé à 87 ans ce mercredi, nous laissera beaucoup de pierres blanches pour nous accompagner sur le chemin de l'émancipation.

Albert Jacquard aura été un homme de courage qui avait su d'abord se battre contre la maladie et ses séquelles, contribuant ainsi à la lutte contre les relégations sociales que le handicap entraînait et entraîne encore bien souvent.

Un homme de curiosité intellectuelle qui a voulu, toute sa vie, évoluer d'un champ de connaissance et de savoir à l'autre, qu'il savait partager clairement, par exemple, avec des élèves.



Un homme d'engagement contre les injustices sociales avec, entre autres, les sans-papiers, co-fondateur en 1994 de Droit devant ! avec Jacques Higelin, Jacques Gallot..., contre le racisme et la xénophobie, offrant un outil de réflexion et d'action dans son livre *Éloge de la différence*.

Témoign de près d'un siècle, il en a été un acteur lucide contre la guerre – celle du Vietnam d'abord – pour la paix et le désarmement, s'engageant avec Stéphane Hessel contre l'arme nucléaire, témoignant aussi au procès du nazi Klaus Barbie.



Il associait à ces engagements continus de scientifique et de citoyen des options politiques qui ont évolué, accompagnant des radicaux, des écologistes, se prononçant pour une "décroissance joyeuse" et tout récemment s'engageant, pour les présidentielles, pour Jean-Luc Mélenchon.

Le tout avec un langage chatoyant, la formule qui frappe.

Intelligence, générosité, vigilance, courage, il reste ainsi la preuve que la culture est fondamentalement politique et doit être un bien commun.

● Michèle Kiintz



Image de la semaine

Maternité des Lilas à la rue : les sages-femmes se mettent à nu.

Comme bien d'autres établissements, la maternité des Lilas est menacée de destruction. Les sages-femmes de ce lieu emblématique de la défense du droit des femmes, poursuivent leur lutte et posent dénudées afin de faire entendre leur voix.

Cet établissement pionnier de l'accouchement sans douleur, haut lieu de respect du droit des femmes à disposer de leurs corps, se voit proposer d'intégrer des locaux désaffectés à Montreuil. C'est à court terme la mort de l'établissement et de son projet médical que propose l'ARS avec ce nouveau projet "alternatif".

Les sages-femmes ont donc décidé d'être présentes dans le débat et de défendre les valeurs pour lesquelles elles viennent travailler ici et nulle part ailleurs. Avec ces photos, elles appellent à les soutenir et à venir manifester pour leur maternité le 21 septembre, à 11 heures aux Lilas, devant la mairie.

Une pétition est également en ligne : www.change.org/maternitedeslilas



©Robert Leclerc

● **Les lanceurs d'alerte, un bien nécessaire pour la démocratie...** C'est ce que vient de déclarer Marie-Christine Vergiat au nom du groupe GUE/NGL, au Parlement européen, en proposant Edward Snowden comme candidat au prix Sakharov. Les intrusions par les système PRISM/NSA dans les communications de la vie publique, professionnelle et privée ont fait l'objet de plusieurs articles de presse (voir la rubrique "Le goût d'ailleurs" de *Cerises* n° 184, du 28 dernier.) « Le Monde a publié une enquête démontrant que les services secrets français utilisent les mêmes méthodes dans les zones d'influence de la France », a relevé la députée du groupe. Elle souligne l'apport du journalisme d'investigation qui met au jour ces méthodes et s'élève contre la condamnation aux États-Unis de Bradley Manning, de WikiLeaks, et l'arrestation en Grande-Bretagne de David Miranda, compagnon du journaliste du Guardian, Glenn Greenwald, à l'origine de

la publication de documents obtenus par Edward Snowden révélant l'ampleur des programmes de surveillance américain et britannique. Voir www.comunistesunitaires.net, rubrique "Démocratie".

● **Remous dans les eaux socialistes.** Hélène Mandroux, maire de Montpellier, qui a célébré le 29 mai, le premier mariage homosexuel "légal", annonce dans un communiqué du 12 septembre qu'elle se met « en congé » du PS. Dans une ville et une région marquées, aux dires de la direction nationale du PS par « un syndrome post-traumatique depuis la mort de Frêche », (sic), H. Mandroux s'est trouvée confrontée à bien des difficultés, au conseil municipal, à un PS régional mouvementé et, aujourd'hui, à 2 autres candidats à la mairie, l'un se considérant comme dans le droit fil de Frêche... serait proche de Peillon, l'autre de Valls.

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

